Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Italie: Rifondazione Comunista mobilise en faveur de l'intervention militaire au Liban

Par Marianne Arens
Mondialisation.ca, 03 novembre 2006
WSWS 3 novembre 2006

Région : L'Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord
Thème: Militarisation

Rifondazione Comunista (RC), le « Parti de la Refondation communiste » italien, use de toute son influence pour faciliter une intervention italienne au Liban. Le secrétaire national du parti, qui fait partie du gouvernement de centre-gauche dirigé par Romano Prodi depuis avril 2006, a salué la mission italienne au Liban. Le 17 octobre, des députés du parti ont voté au sénat en faveur de la loi concernant le déploiement de troupes italiennes.

L'Italie a accepté de participer avec un contingent de 2.500 soldats à la mission de la Finul (Force intérimaire des Nations unies au Liban) au sud Liban. C'est là le plus important contingent envoyé par un pays et concernant une force qui, selon la résolution 1701 du Conseil de sécurité des Nations unies, devrait voir son niveau actuel de 5.000 hommes augmenter pour atteindre un total de 15.000. Il est prévu que l'Italie prenne l'année prochaine la relève de la France au commandement de la Finul. La France a également envoyé un large contingent de troupes, alors que l'Allemagne a pris le commandement de la force navale qui patrouille devant les côtes libanaises.

La tâche de la Finul est d'empêcher que des armes soient fournies au mouvement Hezbollah. La mission a été approuvée par les Etats-Unis et Israël après qu'Israël n'ait pas été en mesure de détruire le Hezbollah en dépit de son bombardement aérien massif cet été. Le conflit a mis en valeur le vaste soutien dont bénéficie le Hezbollah au sein de la population chiite au Liban. A présent, c'est à la Finul d'achever la tâche d'éliminer ou du moins de neutraliser le Hezbollah.

L'opération de la Finul au Liban, tout comme celle de la Force internationale d'assistance à la sécurité (Fias) en Afghanistan, qui est menée par l'OTAN, permettra aux Etats-Unis de concentrer ses forces sur le massacre perpétré en Irak et de monter d'autres provocations contre la Syrie et l'Iran.

Mais, avant tout, la mission donne l'occasion aux puissances européennes d'établir leur présence militaire dans la région où ils ont des intérêts économiques et politiques substantiels et sur laquelle les Etats-Unis et ses plus proches alliés de longue date assuraient la domination. Le ministre des Affaires étrangères, Massimo D'Alema (Démocrates de Gauche, DS), a justifié le déploiement au Liban en déclarant qu'il s'agissait « d'une grande occasion pour l'Europe, qui n'a jamais eu une présence forte au Proche-Orient et a surtout payé pour tout sans jamais être reconnue comme un joueur de premier plan. »

Rifondazione a, à présent, pris la relève pour obtenir l'approbation publique pour ce

déploiement en le présentant comme une « mission de paix ». Une déclaration publiée le 14 septembre par le secrétariat national dépeint l'intervention des Nations unies comme un moyen de « stopper la guerre, d'encourager le dialogue et d'établir la possibilité d'une voie pour garantir la paix entre toutes les parties impliquées dans le conflit. »

Rifondazione ignore le fait que l'Italie et les autres puissances européennes poursuivent leurs propres intérêts impérialistes dans la région. Pour Rifondazione, le déploiement au Liban représente une victoire sur « l'unilatéralisme » des Etats-Unis et il décrit les Nations unies, qui s'étaient tenues à l'écart au moment où Israël dévastait une grande partie du Liban et au sein de laquelle les grandes puissances font la loi**,** comme l'expression de la volonté de la « communauté internationale ». Selon la déclaration du secrétariat national, « Les Nations unies doivent restaurer leur rôle de premier plan et l'Europe doit commencer de développer une initiative indépendante. »

L'organe du parti, *Liberazione* a publié une série d'articles exprimant l'enthousiasme grandissant du parti pour la nouvelle « mission de paix ».

Giovanni Russo Spena, sénateur influent du parti, a écrit dans *Liberazione* (19 août), « La mission des Nations unies au Liban est une mission que RC soutient avec une profonde conviction… Avec la résolution qui fait taire les bombes et les tirs de roquettes au Liban et en Israël, les Nations unies une fois de plus jouent un rôle spécifique et irremplaçable pour la première fois en quinze ans. C'est le signe d'un tournant de signification peut-être historique. La fin de l'unilatéralisme… »

L'envoyé du parti au Proche-Orient, Fabio Amato, a déclaré, « L'armistice au Liban et la confirmation de la mission de la Finul représentent une chance de donner une fois de plus une voix à la politique, à la diplomatie et aussi aux mouvements populaires. De ce point de vue, les Nations unies ont assumé un rôle crucial… »

Il a dit on ne peut plus clairement que ce qui est en jeu c'est d'intensifier l'influence européenne et la présence européenne dans la région. « L'Europe a démontré son indépendance face aux Etats-Unis, » a-t-il écrit, « ce qui pourrait devenir le commencement d'une nouvelle initiative politique de paix. La conception d'un plus grand Proche-Orient, selon l'ébauche faite par Bush, est contraire à toute politique que nous pourrions endosser pour l'Europe et la région méditerranéenne. »

Roberto Musacchio, député européen de Rifondazione, a associé sa voix à tous ceux qui proclamaient que c'était une nouvelle occasion pour l'Europe. « Il y a la place pour une politique étrangère basée sur la coopération dans la région méditerranéenne, et l'Europe doit occuper cet espace, » écrivait-il le 24 août dans *Liberazione*.

Lors du récent vote au sénat, il incomba à Francesco Martone, dirigeant du groupe de Rifondazione au sein de la commission étrangère, de présenter le projet de loi sur le Liban. Lors de sa présentation du projet de loi, il avança même des propositions encore plus vastes, y compris celle que « notre pays devrait envisager d'envoyer un contingent de casques bleus (Nations unies) dans les régions palestiniennes. »

Ce virage évident du pacifisme vers le militarisme expose la vraie nature de Rifondazione Comunista. Dans le passé, le parti faisait appel à une phraséologie de gauche et jouait un rôle prédominant dans de nombreuses protestations de masse, en cherchant avec l'aide des syndicats à contenir et à contrôler l'opposition sociale grandissante. Venu au pouvoir dans

le gouvernement de Romano Prodi, Rifondazione fonctionne à présent comme une agence directe de l'Etat bourgeois. Avec 41 députés siégeant dans la Chambre des députés et 27 au sénat, le parti joue un rôle crucial dans la mise en œuvre de la politique anti-classe ouvrière du gouvernement Prodi.

Il est clair que le rejet initial par le parti de la guerre contre l'Irak n'avait rien à voir avec une opposition de principe contre l'impérialisme basée sur les intérêts indépendants de la classe ouvrière. En réalité, cette opposition reposait sur les intérêts nationaux des bourgeoisies italienne et européenne qui se sentent de plus en plus menacées et entravés par les actions unilatérales des Etats-Unis.

Tant que l'Italie était gouvernée par le gouvernement de droite de Silvio Berlusconi qui avait établi une étroite alliance avec George Bush et qui soutenait sans restriction la guerre en Irak, Rifondazione avait été en mesure de cacher sa politique nationaliste derrière une rhétorique anti-guerre. Maintenant qu'il est au pouvoir dans le gouvernement Prodi, Rifondazione a ouvertement embrassé les intérêts de la section pro-européenne de la bourgeoisie italienne.

L'ancien parti anti-guerre est même allé jusqu'à organiser des manifestations pour soutenir le déploiement militaire au Liban. En août, Rifondazione a appelé à manifester à Assisi sous le mot d'ordre « Forza ONU » (« En avant l'ONU ») qui fit l'éloge de la mission de la Finul comme étant la seule voie possible vers la paix. Une nouvelle manifestation est prévue début novembre. En juillet déjà, Prodi avait pu compter sur les votes de Rifondazione pour faire passer de 1.400 à 1.800 hommes le contingent italien de la mission de l'Isaf en Afghanistan.

La collaboration de Rifondazione avec le gouvernement Prodi ne se limite pas à la seule question de la guerre. Il y avait eu des scènes tumultueuses au parlement italien début octobre lorsque le gouvernement avait mis en avant ses projets pour le budget de l'année prochaine. Celui-ci prévoit des économies évaluées à 30 milliards d'euros basées sur des coupes sociales énormes ainsi que des augmentations d'impôts pour la classe moyenne supérieure. Rifondazione s'est servi de l'agitation de la droite contre les augmentations d'impôts pour défendre le budget, y compris les réductions des services sociaux.

Traditions staliniennes de Rifondazione et le rôle des pseudo-trotskystes pablistes

Le virage à droite de Rifondazione est la conséquence logique et inévitable qui découle de l'histoire, de la perspective politique et de l'orientation sociale du parti.

Rifondazione Comunista fut fondé en 1992 à la suite de la débâcle du Parti communiste italien (PCI) dont la majorité forma les Démocrates de Gauche (DS) qui se distancièrent du nom et des symboles traditionnels du PC. La direction de Rifondazione est constituée de staliniens de longue date qui craignaient que le virage à droite de la vieille majorité du PC ne crée un vide politique à gauche susceptible d'être comblé par un vrai mouvement socialiste.

Au cœur du programme de Rifondazione se trouvait la défense des traditions staliniennes du Parti communiste italien qui, après le renversement de la dictature de Mussolini, rejoignit le gouvernement bourgeois italien, aida à désarmer le mouvement de résistance antifasciste, reconnut la constitution bourgeoise et se révéla être à tous les égards un pilier de l'ordre

bourgeois. Par la suite, le PC travailla assidûment à réfréner tout mouvement pour l'indépendance politique de la classe ouvrière italienne, en formant des alliances avec les partis sociaux-démocrates et libéraux bourgeois sur la base de manœuvres parlementaires et d'opportunisme politique.

Rifondazione ouvrit ses rangs à divers groupes de gauche qui émergèrent durant la radicalisation des années 1960 et 1970. Il leur fut permis d'entrer dans le parti en tant que fractions politiques organisées disposant du vote et de sièges dans les comités directeurs. Ces groupes accomplissaient la tâche de présenter Rifondazione comme une alternative révolutionnaire aux partis et à la politique réformistes. Le rôle clé fut joué par un groupe pseudo-trotskyste affilié au Secrétariat unifié pabliste dirigé par Livio Maitan (qui mourut en 2004). Cette organisation, Sinistra Critica, a joué un rôle majeur en faisant la promotion de Rifondazione au sein de la gauche européenne comme étant un modèle d'alternative « socialiste ». Ce groupe joue aujourd'hui le rôle principal au sein du Parti et parmi ses partisans pour enrayer toute opposition contre le virage à droite de Rifondazione, garantissant de ce fait la survie du gouvernement Prodi qui, pour survivre au parlement, est tributaire des voix des délégués de Rifondazione. Le groupe s'est en partie abstenu, mais n'a pas voté contre le déploiement des troupes italiennes en Afghanistan et au Liban, en avançant l'argument qu'il n'y avait pas suffisamment d'opposition populaire contre de tels déploiements et qu'ils ne pouvaient donc pas courir le risque de compromettre le gouvernement Prodi. Ce faisant, les pablistes portent directement la responsabilité politique à la fois pour le virage militariste de l'impérialisme italien et pour les mesures d'austérité que Prodi impose à la classe ouvrière.

Le rôle profondément réactionnaire des pablistes est souligné par les efforts entrepris par Rifondazione en vue d'établir des liens avec les forces politiques les plus droitières en Italie. Le 16 septembre, le représentant le plus en vue de Rifondazione, Fausto Bertinotti, a participé à un débat public avec Gianfranco Fini sous le titre « Identité : Italien, d'origine latine et représentant de l'occident. » Bertinetto est le président de Rifondazione depuis 1994, et l'actuel président de la Chambre des députés italienne. Fini est le président de l'Alliance nationale néofasciste (Alleanza Nazionale).

La réunion eut lieu durant l'anniversaire du mouvement de la jeunesse fasciste (d'Alleanza Nazionale) Azione Giovane à Rome. Au cours du débat, Fini a loué Bertinotti et l'a félicité pour sa « loyauté envers ses propres idées qui ne sont définitivement pas mes idées. » Bertinotti a justifié sa présence à ce débat avec le représentant du parti dont les racines remontent au parti fasciste de Mussolini par ces mots, « On doit forger des liens, même quand ils reposent sur des positions très différentes. »

Cette réunion était une insulte et une provocation envers toutes les victimes du fascisme et tous ceux qui souffrent aujourd'hui des attaques perpétrées par les forces d'extrême droite. Il y a eu une recrudescence des attaques commises par des voyous fascistes contre des centres sociaux, des squats, des centres de réfugiés et des centres de jeunes. A peine quelques jours avant la discussion amicale entre Bertinotti et Fini, un jeune homme de 26 ans, Renato Biagetti, fut poignardé par deux voyous armés au moment où il rentrait chez lui après avoir assisté à un concert organisé dans un centre de jeunes, à Ostia, qui entretient des liens avec Rifondazione.

Bertinotti qui incarne le caractère totalement opportuniste de Rifondazione, considère ses efforts pour « forger des liens » avec l'extrême droite comme un impératif national dans des temps difficiles. Le virage à droite du parti stalinien sert à encourager les fascistes et

représente un énorme danger pour la classe ouvrière italienne et internationale.

Tout comme le Parti de la Gauche.PDS (Linkspartei.PDS) en Allemagne et les organisations de « l'extrême gauche » en France, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), Lutte ouvrière (LO) et le Parti des travailleurs (PT), Rifondazione sert d'appui important pour l'Etat italien. Les travailleurs et les jeunes doivent tirer les leçons de la politique, de l'évolution et de l'histoire de ces organisations dans la lutte pour le développement d'une orientation et d'un programme authentiquement socialistes.

Article original paru le 28 octobre 2006, WSWS.

La source originale de cet article est WSWS
Copyright © Marianne Arens, WSWS, 2006

Articles Par : Marianne Arens

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca